



PRÉFÈTE DE LA LOIRE

ARRETE N° 24 /2015/DDPP
portant mise en demeure

La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le titre VII du livre 1^{er} du code de l'environnement relatif aux dispositions communes aux contrôles et aux sanctions et notamment son article L. 171-8 ;

VU le titre I^{er} du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article L. 511-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau, ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 novembre 2009 modifié réglementant les activités exercées par la société MATEL COULEURS TEXTILES (ex Teinturerie de Matel) sur le territoire de la commune de Roanne, 93 rue de Matel ;

VU l'arrêté n° 389/DDPP/13 du 24 octobre 2013 portant prescriptions complémentaires ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 26 novembre 2014, établi à la suite d'une visite d'inspection du 22 octobre 2014, constatant que certaines prescriptions de l'arrêté du 24 octobre 2013 susvisé n'ont pas été respectées ;

CONSIDERANT que l'exploitant de la société MATEL COULEURS TEXTILES n'a pas réalisé l'étude de réduction des émissions aqueuses chargées en hydrocarbures conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2013 susvisé ;

CONSIDERANT que l'exploitant ne respecte pas les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 novembre 2009 modifié pour les rejets d'eaux de process notamment en ce qui concerne les hydrocarbures ;

CONSIDERANT qu'au vu des éléments ci-dessus, il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de réaliser une étude de réduction des émissions aqueuses chargées en hydrocarbures afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire,

ARRETE

ARTICLE 1er : L'exploitant de la société MATEL COULEURS TEXTILES implantée 93 rue de Matel sur la commune de Roanne est mis en demeure de suivre les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2013 susvisé en fournissant sous 9 mois à l'Inspection une étude technico-économique accompagnée d'un échéancier de réalisation, pour la réduction des émissions en hydrocarbures totaux dans les rejets liquides de l'installation.

Cette étude devra définir un plan d'actions à partir d'un examen approfondi s'appuyant notamment sur les éléments suivants :

- les résultats de l'autosurveillance
- l'identification des produits, des procédés, des opérations ou des pratiques à l'origine de l'émission des hydrocarbures au sein de l'établissement
- un état des perspectives d'évolution de l'activité (procédé, niveau de production...) pouvant impacter dans le temps qualitativement ou quantitativement le rejet d'hydrocarbures
- la définition des actions permettant de réduire ou de supprimer l'usage ou le rejet des hydrocarbures par les procédés

Les actions mises en œuvre et/ou envisagées devront répondre aux valeurs limites réglementaires d'émission ainsi qu'aux enjeux du milieu récepteur, notamment par une comparaison des flux rejetés et des flux admissibles dans le milieu.

Ce plan d'actions sera assorti d'une proposition d'échéancier de réalisation.

ARTICLE 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L 171-8 du Code de l'Environnement susvisé.

ARTICLE 3 : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Lyon. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : Monsieur le Sous-Préfet de Roanne, Madame la Directrice départementale de la protection des populations, Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes chargée de l'Inspection des Installations Classées et Monsieur le maire de Roanne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le

15 JAN. 2015



copie adressée à :

- Monsieur le Directeur de la société MATEL COULEURS TEXTILES
93 rue de Matel
42300 ROANNE
- Monsieur le maire de Roanne
- Sous-Préfecture de Roanne
- Inspection des installations classées, DREAL Loire
- Archives
- Chrono